Chères Electrices, Chers Electeurs,

L'UNION POUR LA DEFENSE DE LA REPUBLIQUE

U. D. R.

PRÉSENTE A VOS SUFFRAGES

POUR LES



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

DU 23 JUIN 1968

des Candidals dynamiques

partisans des libertés dans l'ordre et la légalité républicaine



RENÉ

Officier Ministériel
Interné Résistant - Capitaine de Réserve
Officier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre avec palme
Médaille de la Résistance
Médaille des Evadés
Croix de Combattant Volontaire
de la Résistance
Croix des Internés Résistants
Demeurant à Rochefort-en-Yvelines

La FRANCE vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail, a été menacée et l'est encore. Derrière des drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition, aidés par les Fédérés radicaux, bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduit à une dictature communiste.

ROGER

Maire de SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES
Gérant d'Entreprise
Croix de Guerre 39/45
Blessé de Guerre
Ancien de la 2º D.B.
Juge suppléant au Tribunal de Commerce

La FRANCE, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès. Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et dans la légalité.

L'anarchie, le totalitarisme, la dévaluation, c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, pour les retraités, et d'abord pour les plus défavorisés.

Si, au Parlement depuis un an, une majorité solide avait été présente, épaulant constamment le Chef de l'Etat et le Gouvernement, nous n'aurions pas connu, sans doute, cette crise et sûrement pas la subversion qui a suivi. Pour l'avenir, nous nous engageons à vous représenter sur un programme exposé dans ses grandes lignes (au verso).

C'est donc aujourd'hui pour vous un devoir sacré que de vous unir pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à former pour cela une majorité solide et convaincue.

Face au communisme totalitaire et à la violence, et face à leurs alliés les fédérés radicaux, choisissez ceux qui veulent défendre la République, la liberté, l'égalité, la paix civile.

VOTEZ MASSIVEMENT DÈS LE PREMIER TOUR POUR

René LAURIN - Roger COLLET Suppléant

POUR NOTRE RÉGION :

- La politique du district est mauvaise, les élus locaux sont dessaisis, cette méthode est néfaste et il faut la réviser afin de permettre aux élus de décider et aux technocrates et fonctionnaires d'appliquer ces décisions.
- La mise en valeur doit être plus rationnelle en permettant l'urbanisation, les règles administratives de l'urbanisme étant simplifiées et assouplies prévoyant notamment la modification du périmètre d'agglomération adapté à chaque commune, permettre la création des zones (notamment industrielles) souhaitée par les élus locaux et les intéressés, génératrice d'emplois nouveaux, le dialogue devant bien entendu précéder tout projet d'expropriation.
- Les transports, avec PARIS notamment, doivent être révisés par un dialogue avec la S.N.C.F. afin que les horaires, les fréquences, la modernisation ainsi que les tarifs soient revus.
- Les routes doivent faire l'objet d'une planification plus rapide indépendamment des problèmes des autoroutes par une aide accrue de l'Etat pour les routes nationales, et une aide plus importante aux communes.
- Protection civile. Beaucoup a déjà été fait, mais il faut prévoir pour les centres de secours secondaires l'affectation de pompiers professionnels encadrant les pompiers volontaires.

- Il faut qu'un vaste plan touristique des Yvelines tenant compte du financement que l'Etat doit apporter à la conservation des monuments historiques, soit créé, afin de promouvoir un développement des possibilités forestières, nautiques, touristiques et d'infrastructure hôtelière, tenant compte de la rentabilité de cette industrie que représente pour les Yvelines le tourisme.
- L'équipement scolaire, sportif (piscines), culturel (Maison des Jeunes) doit être planifié et accéléré par des subventions importantes aux communes et notamment par une aide particulière de l'Etat dont c'est la responsabilité. Construire immédiatement les C.E.S. prévus, dégageant les locaux pour le primaire. Il faut réviser la carte scolaire en tenant compte notamment de la nécessité de créer des C.E.T. et il faut revoir le problème de l'organisation rationnelle et moderne du ramassage scolaire.
- Le téléphone qui sera rapidement automatisé dans la région de RAMBOUILLET doit l'être dans les cantons avant les délais annuels prévus qui doivent être rapprochés.
- Hôpitaux. Il faut moderniser, équiper et agrandir les établissements hospitaliers existants. Il faut aussi créer des P.M.I. mettant la protection, le dépistage et les soins au service des plus nécessiteux.

SUR UN PLAN PLUS GÉNÉRAL:

- Enseignement (l'enseignement dans la liberté). Il faut parfaire la réforme DEBRÉ et normaliser le système des contrats permettant aux parents de choisir et aux enseignants du secteur public et du secteur privé de coopérer dans un climat de tolérance et de liberté.
- Logement. Il faut procéder à une réorganisation plus profonde du problème du logement, notamment par un système de prêt à long terme avec un intérêt moins élevé et par une réforme du régime hypothécaire trop complexe. Des prêts pour achat de terrains doivent être possibles pour permettre l'accession à la propriété de la classe ouvrière et des jeunes ménages. La juxtaposition des sources de financement, la complexité des procédures sont des facteurs d'inefficacité et d'alourdissement des taux, les locataires supportant les charges d'extension urbaine dans tous les cas, ce qui est mauvais.
- Agriculteurs. La lutte pied à pied entreprise à BRUXELLES pour défendre les revenus de tous les producteurs français doit être poursuivie. Les règlements communautaires doivent être revus et modifiés pour répondre davantage aux exigences des producteurs Français. Les mesures de soutien apportées à la commercialisation doivent être simplifiées sur le plan administratif.

Toute expropriation pour cause d'utilité publique doit être précédée d'un dialogue.

Les jeunes agriculteurs doivent être aidés pour s'installer, et les syndicats agricoles doivent être considérés comme des interlocuteurs valables, notamment pour l'application de la loi d'orientation agricole.

- Commerçants P. M. E. Artisans. Nous sommes pour la liberté du commerce, sauvegarde de la libre entreprise, et pour la liberté des prix, facteurs de concurrence et d'expansion. Il faut aussi une révision fiscale déjà amorcée d'ailleurs dans ce domaine.
- Personnes âgées. Il faut repenser le problème de la retraite pour arriver à l'âge de 60 ans. Il faut aussi réévaluer les retraites et envisager la reversibilité au conjoint.
- Equipement des communes. Voirie, assainissement, électrification doivent être accélérés ainsi que les différents problèmes d'équipement intéressant les communes.
- Travail. La semaine de 5 jours doit être généralisée.
- Gendarmerie nationale. Le problème de la vie des gendarmes, si précieux sur le plan départemental, doit être revu en ce qui concerne les casernes qui doivent être modernes, les moyens de communication et de transports qui doivent être révisés et l'équipement des moyens de travail qui doit être modernisé.
- La réconciliation nationale doit être totale, notamment par une amnistie générale consécutive aux événements d'Algérie et par une indemnisation progressive des rapatriés.

CONCLUSION. Une fois la République raffermie dans la légitimité et la légalité, il faudra tirer les leçons de la crise sociale et morale que le pays vient de traverser. Cette crise est le résultat de la mutation profonde que connaît la France et des progrès même que la Ve République lui a permis d'accomplir au moment où elle se transforme en un pays industriel et où elle ouvre ses frontières dans le cadre de l'Europe. Les candidats d'Union pour la Défense de la République prennent l'engagement de soutenir un grand effort national tendant à hâter le renouvellement de nos structures économiques, sociales et universitaires, avec le concours des intéressés. Ces nouvelles structures devront instituer la participation de tous les citoyens à toutes les responsabilités, à tous les niveaux :

— Dans l'Université réformée et démocratisée, enseignants et étudiants coopéreront librement à l'épanouissement de leurs écoles et de leurs facultés, tournées vers le monde extérieur et ouvertes aux travailleurs pour leur formation et leur promotion,

— Dans les entreprises, ouvriers, employés, cadres et patrons devront aboutir à former ensemble une association où les intérêts de tous con-

vergent pour améliorer des résultats équitablement partagés,
— Dans chaque région, les **élus** des départements et des communes **devront être associés** aux grandes décisions économiques, ils devront être affranchis des tutelles trop lourdes de l'État et de l'administration, et être libres d'agir dans leur domaine.

En même temps qu'il sera procédé à cette transformation sociale profonde, il sera nécessaire de relancer l'expansion, sans laquelle les avantages récemment obtenus par les travailleurs seraient rendus illusoires, en raison de l'inflation ou de la crise économique. Seule l'expansion permettra de poursuivre la construction européenne.

A l'Assemblée Nationale, la majorité d'élus issus de la majorité des suffrages ne sera pas fermée sur elle-même. Elle pratiquera l'ouverture vers tous ceux qui ne pactisent pas avec les communistes, et la libre discussion avec le gouvernement qu'elle soutiendra. Plus elle sera massive et cohérente, plus elle pourra être ouverte et efficace — les quinze derniers mois en ont fourni la démonstration contraire — et plus elle répondra à ce qu'attend d'elle le pays.

Il n'est pas d'autre voie pour tous les Français qui refusent l'anarchie et la subversion que de s'unir dans la République, autour de son Président, en votant pour les candidats d'Union pour la Défense de la République.

René LAURIN et Roger COLLET

Vu, les Candidats.